

Michel Partage. Le maire de Varages veut inciter élus et citoyens à opter pour une gestion publique de l'eau. Et a fondé en ce sens l'association EAU le 13 février dernier.

« Il y a 36.000 débats à ouvrir en France »

En 2002, Michel Partage, maire de Varages, montrait la voie. Fraîchement élu dans ce petit village du Haut Var, il reprend la régie de l'eau en gestion communale directe. En s'appuyant sur son expérience réussie, il lance trois ans plus tard l'appel de Varages « pour une gestion publique de l'eau potable en France ». Un combat local devenu depuis international et pour lequel il ne ménage pas sa peine. De colloques en conférences, Michel Partage n'a de cesse de prêcher sa bonne parole. Comme lundi dernier, à l'occasion d'une table ronde sur la gestion de l'eau organisée par l'association Ecoforum à Marseille. Rencontre avec un élu militant.

tes-vous surpris de l'ampleur qu'a pris votre appel ?

Honnêtement, oui. Car, nous l'avions lancé par réflexe et par conviction, sans réfléchir à des problématiques plus globales. On dit qu'il faut réfléchir le monde globalement pour agir localement. En définitive, nous avons fait l'inverse. Et ce n'est qu'après, notamment lors du Forum social de Nairobi, que nous nous sommes rendus compte que notre engagement pour une gestion publique de l'eau avait un sens très lourd. En particulier pour les millions de gens sur la planète qui n'ont pas encore accès à l'eau potable.

Dix-huit mois après le lancement de votre appel, quel est aujourd'hui le sens de votre croisade ?

L'année 2008 sera un tournant. Dans les cinq années à venir, 75% des contrats de délégation du service public de l'eau vont arriver à échéance. Les maires peuvent alors faire le choix de re-municipaliser la gestion de l'eau sans avoir aucune indemnité à verser à la société délégataire. Grâce à l'association EAU que nous venons de créer avec Danielle Mitterrand, nous voulons donc faire réfléchir les élus avec le souhait que 36.000 débats s'ouvrent en France à l'occasion des prochaines municipales.

Malgré cette fenêtre de tir opportune, la partie ne s'annonce-t-elle pas serrée face aux trois grands groupes qui se partagent ce marché juteux ?

Ils font en effet tout pour abêtir les maires, en agitant notamment le risque d'un empoisonnement dont ils seraient les uniques responsables en cas de re-municipalisation. Grâce à leur lobbying, les élus en arrivent même à penser que la gestion publique est impossible. A Varages, en 2002, nous étions seuls face au problème. On avait la foi, mais ça ne suffit pas pour avoir une eau propre, bonne et pas chère. Aujourd'hui, les maires tentés par ce choix peuvent néanmoins s'appuyer sur notre association face au rouleau compresseur des multinationales.



Viscéralement convaincu que l'eau n'est pas une marchandise, Michel Partage prêche inlassablement sa bonne parole.

En clair, vous leur proposez votre aide ?

Depuis l'appel, nous avons pu fédérer les expériences menées en France par des villes et des agglomérations de différentes tailles et de différentes sensibilités politiques. Nous avons donc tout un panel de solutions à présenter. Nous sommes également en train de rédiger une plaquette explicative, une sorte de guide de l' élu et du citoyen. Car nous pensons que l'utilisateur a aussi un rôle à jouer. Il doit amener l' élu à changer sa manière de voir les choses et donc à changer de politique.

En attendant 2008, il y a une élection présidentielle. Comptez-vous prendre part dans cette campagne où la question de l'eau n'a pas encore été abordée ?

La gestion de l'eau étant une compétence exclusivement communale ou intercommunale, ce n'est pas forcément notre priorité. Mais nous allons tout de même interpeller les candidats sous la forme d'un courrier où nous leur demandons de prendre position sur deux points. Considèrent-ils l'eau comme un bien commun de l'humanité ? Reviendront-ils sur la loi sur l'eau votée en décembre 2006 ? Et plus précisément sur l'amendement qui empêche les conseils généraux d'aider davantage les communes qui ont fait le choix de la régie plutôt que celui de la délégation.

PROPOS RECEUILLIS
PAR GEOFFREY DIRAT

Une culture de la sécheresse à garder en Provence

■ Essentielle à la survie de l'espèce humaine, élément d'aménagement du territoire, l'eau conditionne nos modes de vies et notre développement. Si nous savons la conserver...

Pour Olivier Amaud, ingénieur à la Maison régionale de l'eau et hydro-géologue, la situation en PACA reste préoccupante et la culture de sécheresse tant vantée en Méditerranée et « pratiquée depuis les Romains », est en passe de disparaître. D'abord parce que l'exploitation de la ressource reste intensive. « On remarque un déficit sur le milieu aquatique naturel, trois quarts des cours d'eau de PACA sont aménagés, c'est à dire qu'on utilise jusqu'à 90% de leur débit » estime ce dernier. Si la « Provence sèche » est selon lui « toujours une réalité » et la ressource Durance, Verdon « toujours aussi importan-

te », ces apports engendrent de nouvelles pratiques de type agricole avec la culture du maïs mais aussi la prolifération du nombre de golfs, un nombre de piscines qui a explosé, l'arrosage de gazons à volonté... Résultat : « nous perdons la nature méditerranéenne de notre environnement » considère l'hydro-géologue, « aussi bien chez les Provençaux de naissance, car cette population vieillissante s'embourgeoise, que parmi les nouvelles populations ». De nouveaux modes de consommation qui ne peuvent qu'influer sur la qualité de régions basées sur le rapport à l'eau, « une eau qui a façonné le paysage ». Autres éléments déterminants : la démographie dont les régions PACA et Languedoc-Roussillon seront bientôt les championnes et le réchauffement climatique. « Les précipitations sont de

plus en plus impulsives et on ne stocke que 40% de cette eau, le reste ruisselle » constate l'ingénieur. Et de s'interroger : « l'eau doit-elle accompagner ce développement ou doit-elle être un moyen de contrôle de l'aménagement du territoire ? » La ressource reste également conditionnée par le développement économique. « Depuis les années 60, on prend l'eau des zones rurales au profit du littoral jusqu'à Saint Tropez voire les Alpes Maritimes, avec mise en place de la chaîne Durance, Verdon, Sainte Croix » explique-t-il. Or « ces équipements hydroélectriques participent au développement du tourisme. Les habitants demandent à juste titre le maintien de la côte touristique » explique Olivier Arnaud. « Il faut donc faire des choix forcément politiques ».

MIREILLE ROUBAUD

Repères

40

litres d'eau sont nécessaires par jour et par personne pour vivre estiment les signataires de l'appel de Varages. Un minimum qui devrait être gratuits. En Afrique, la population se contente de 5 litres contre 500 aux USA.

EAU en PACA

Parmi les membres fondateurs de l'association EAU, on trouve bon nombre d'élus locaux dont Jean-Marc Coppola, conseiller régional, Frédéric Dutoit, député maire des 15e et 16e arrdts de Marseille ou Jean-Luc Benhamias, député européen conseiller régional.

Majorité privée

Depuis l'appel de Varages, 40 communes sont retournées en régie. Environ 60% des communes de France sont en gestion privée. Elles représentent 80% de la population. Seule la Grande Bretagne gère de façon similaire ses réseaux.